L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 2 FEVRIER 1896. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 2 FEVRIER 1896.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 7e page.

SOMMAIRE.

Reculade.
Petite Causerie.
La France et les Etats-Unis.
Monroe et Anglais.
Chronique de l'élégance.
Souvenirs historiques.
Le 1er Janvier 1871 à Paris.
L'agonie de Lamartine.
Bonne Mort, nouvelle.
Le Léthé, poésie.
La Tasse de Thé, histoire sentimentale.
Mondanités.
Chronique humoristique, page anglaise.
Etc., Etc.

RECULADE.

Donc, le marquis de Salisbury est un partisan, un chaud partisan de la doctrine Monroe. Ce n'est pas nous qui le disons; c'est lui qui l'affirme, comme il vient de le faire dans un banquet qui avait lieu, hier, à l'Hôtel Métropole, de Londres. A l'en croire même, il serait plus monroeiste que les Américains, que M. Cleveland lui-même et M. Olney, le secrétaire d'Etat de l'Union. "Ma dépêche", dit-il, "la proclame (la doctrine) et la sontient dans les termes les plus énergiques et les plus nets."

Seulement—il y a un seulement, et ce seulement-là suffit pour remettre tout en question. Les Américains, suivant le marquis, ne comprennent pas du tout la doctrine Monroe; ou, du moins, ils l'entendent tout autrement que l'auteur même. C'est, lui le noble lord, qui en possède le sens véritable, qui en donne la véritable interprétation. De sorte qu'au lieu d'avoir, comme hier, une seule doctrine Monroe, nous en avons deux aujourd'hui : une doctrine Monroe, à l'anglaise ou à la Salisbury ; une doctrine Monroe, à l'américaine ou à la Cleveland.

Est-ce sérieusement que lord Salisbury parle ainsi ? S'imagine-t-il avoir ainsi résolu le problème ? Ne voit-il pas que la question reste entière et qu'il n'a fait que la déplacer ? Des deux interprétations qui se contredisent, laquelle est la bonne, laquelle est la mauvaise ? qui a tort, qui a raison ? M. Clevelaud ou lord Salisbury ? qui décidera entre les deux ? Nous supposons que le ministre anglais n'a pas la prétention de connaître les affaires américaines mieux que les Américains, et d'aller leur donner des leçons, chez eux, sur ce qu'ils ont à faire ou à dire. Ce serait un empiètement bien autrement grave que celui qu'il se permet, à tort ou à raison, dans le Vénézuéla.

Deux intéressés, par l'intermédiaire de leurs avocats, se disputent à propos d'une affaire de mur mitoyen. Il faut bien que quelqu'un, un tiers, décide entre les deux. Et nous en voilà, par le fait de Lord Salisbury, revenus à la fameuse question d'arbitrage dont, tout d'abord, ne voulait pas entendre parler le même Lord. C'est lui qui, maladroitement, sans le vouloir, la soulève aujourd'hui.

Franchement, nous croyions au premier ministre anglais plus de solidité d'esprit, plus d'habileté à se tirer d'un mauvais pas. Il est tombé dans un guêpier dont il ne sait comment sortir. C'est une reculade, qui se prive même du mérite de la franchise. S'il pense y gagner en prestige, il se trompe fort. Les Américains se montreront plus exigeants qu'auparavant. Mieux valait ne rien céder que de céder à moitié. Une faute de ce genre en entraîne bien d'autres. On s'est condamné à céder, et l'on cède :

Où le doigt a passé passera bien le corps.

LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS.

Nous lisons dans la *Patrie* :

M. Henry Vignaud, premier secrétaire des Etats-Unis, à Paris, interrogé par l'un de nos confrères du *Gil Blas*, lui a fait les déclarations suivantes :

—Nous voyons avec tristesse, nous autres Américains, qui aimons beaucoup la France, l'erreur dans laquelle on fait tomber la presse française, dont un grand nombre d'organes s' "emballent" et déduisent du message du Président Cleveland les plus fantastiques conclusions.

Nous n'aurions pas cru que la presse française, qui sait bien pourtant que sur tous les points du globe l'action de la France est entravée par l'Angleterre, qui, sans aller plus loin, l'a empêchée d'annexer le Siam, qui tient l'Egypte dans les conditions que l'on connaît, serait ainsi favorable aux intérêts anglais.

La France, pourtant, n'a jamais rencontré les Etats-Unis contre elle. Nous avons même prouvé assez que nous gardions pieusement les souvenirs de la guerre de l'Indépendance ; mais on dirait qu'on veut tromper l'opinion sur la politique américaine. Ainsi, pourquoi chercher à confondre ce conflit de la France et du Brésil avec celui qui a amené l'ultimatum de l'Angleterre ?

Hâtons-nous de rassurer le distingué secrétaire des Etats-Unis, et tous ceux de ses compatriotes qui se sont préoccupés des articles vraiment inqualifiables de certains organes de la presse française. Que nos amis d'Amérique épargnent à la France d'injustes méprises et d'outrageantes confusions! Qu'ils ne cherchent pas dans les lignes qui les ont émues l'expression d'une pensée française ! Et s'ils veulent connaître exactement ce que veut, ce que sent, ce qu'espère notre nation....., qu'ils se donnent la peine d'attendre quelques jours! Ils seront eux-mêmes étonnés de l'explosion des sympathies qui vont éclater en leur faveur.

Pour les journalistes qui ont trempé leurs plumes dans l'encrier que leur présentait lord Dufferin....., le mépris suffit. La France et l'Amérique peuvent leur appliquer la dédaigneuse appréciation du Dante :

"*Non ragioniam di lor, ma guarda e passa.*"

"Ne nous arrêtons pas à parler d'eux, regarde et passe."

Ils ne représentent ni le public, ni l'opinion, ni la presse : et ils n'engagent qu'eux-mêmes....., ce qui est moins que rien.

Parlons de la France. Le magnifique langage du président Cleveland a causé chez nous une impression profonde. Si les patriotes français gardent pour quelque temps le silence, c'est qu'ils tiennent à s'assurer que ce fier message sera soutenu par des actes énergiques et par des résolutions viriles. Mais toutes les mesures que prendront les Etats-Unis pour soutenir efficacement le Vénézuéla, qui est la faiblesse et le droit, contre l'Angleterre, qui est la brutalité et l'usurpation, recevront l'approbation enthousiaste de notre démocratie.

L'analogie qu'on essaie d'établir entre les revendications que nous avons à exercer contre les brigandages dont nos nationaux ont été victimes à la frontière brésilienne, et l'intimidation dont l'Angleterre use vis-à-vis du Vénézuéla pour la dépouiller et l'opprimer, font hausser les épaules à tous les gens sensés. Nous réclamons le juste châtiment d'infâmes bandits qui sont au ban de la civilisation. L'Angleterre au contraire prétend s'approprier indûment une portion du territoire américain. Si la doctrine de Monroe lui est applicable, elle ne saurait être invoquée contre la France : les Etats-Unis n'ont manifesté jusqu'ici aucune velléité de faire échec à nos légitimes prétentions.

Nous voyons d'autre part que, dans la guerre de Cuba, le Sénat de Washington ne s'est pas départi de la neutralité, et qu'il a repoussé loyalement tous les efforts qui ont été faits pour l'engager à prendre part au règlement de cette grande querelle.

La doctrine de Monroe, que les Anglais agitent comme un épouvantail, sous les yeux de l'Europe, ne menace en réalité que leur avidité toujours croissante, leur ambition démesurée, leur intolérable manie d'intervention dans les affaires de tous les peuples.

Elle n'est, dans la circonstance présente, que l'affirmation juste et raisonnable du droit américain, qui est aussi le droit des gens, contre la loi odieuse du plus arrogant, du plus fort, du plus insatiable.

Elle oppose une digue salutaire aux entreprises sans cesse réitérées de la tyrannie britannique.

Fils de la Révolution française, nous sommes bien obligés de convenir que l'Amérique reprend pour son compte des traditions et des principes en vertu desquels nous avons nous-mêmes remué et changé la face du monde.

Elle couvre de son bouclier les libertés menacées, les consciences opprimées.

Elle dit à la Grande-Bretagne accoutumée à faire plier les petits Etats sous ses sommations : " Je prends sous ma sauvegarde ceux que vous alliez violenter. Vous ne toucherez pas à l'indépendance de ces nationalités."

Eh bien, nous estimons que cette attitude est digne des plus grands souvenirs et des plus beaux exemples de notre propre histoire.

Si cette vaillance doit aboutir comme nous le pensons, au recul et à l'humiliation de l'orgueil anglais, nous la saluons avec admiration.

Si elle doit être consacrée par les armes, la France en tressaillira des rivages de la Manche à ceux de la Méditerranée.

Chaque coup de canon qui partirait de la côte américaine aurait des échos presque fraternels dans le cœur de notre pays.

Et la France rajeunie d'un siècle pourrait faire autre chose que des vœux pour la "cause de l'Indépendance."

Une Lettre de Madagascar.

Un des officiers supérieurs dont le nom a été mis le plus glorieusement en vedette par l'expédition de Madagascar vient d'écrire de Majunga à l'un de ses anciens chefs une lettre dont communication a été faite à la presse :

"Les circonstances ont été telles qu'il a fallu tout sacrifier à la nécessité d'arriver vite et quand même. Il a fallu imposer aux troupes des fatigues exagérées en pareil pays et ne pas regarder en arrière. C'était dur; mais les pertes auraient été bien autres si nous avions dû hiverner et recommencer une nouvelle campagne l'an prochain.

"A mon avis, la faute a été non pas dans une préparation insuffisante,—tout, au contraire, était bien prévu;—mais plutôt dans une organisation trop rigoureusement calculée. Qu'en Europe, où les minutes sont comptées, la mobilisation soit strictement établie, rien de mieux. S'il survient quelque accroc, on a sous la main de quoi y parer. Mais pour une expédition lointaine, dans un pays sans ressources, il est indispensable de compter avec les aléas et de se donner un peu de marge.

"Or, pour ce-le-ci, les calculs étaient trop justes. Il suffisait d'un accident à l'une des pièces pour que tout l'échafaudage fût en souffrance."

La lettre termine par des appréciations sur le degré de résistance des troupes engagées sous le drapeau français. Elle signale, entre autres, la bonne tenue du régiment d'Algérie, les services rendus par les tirailleurs malgaches et houssas, la grande vaillance et l'excellent esprit du bataillon de chasseurs qui a été, du reste, cruellement éprouvé, ayant perdu 415 morts, près de cinquante pour cent de son effectif.

En résumé, campagne "triste", conclut la lettre, ce qui ne tenait pas seulement à la chaleur et à la fatigue, mais à ces marches interminables à travers de grandes solitudes, sans habitants, sans animaux, presque sans arbres.....

Quelques Professions pour Dames.

Il n'est pas nécessaire, en Amérique, que les femmes aient leur brevet supérieur pour trouver à gagner leur vie.

Voici, en effet, quelques-unes des professions qu'elles exercent à New-York, et qui ne manquent pas d'ingéniosité

Une jeune dame, restée sans parents et sans fortune, a eu l'idée de friser, de peigner, de brosser et même de dresser les caniches de ses connaissances. Elle gagne ainsi un dollar par chien et par semaine. On compte aujourd'hui, à New York, cent jeunes femmes qui vivent en exerçant de métier.

Une veuve et ses deux filles ont imaginé mieux encore : elles brisent les chaussures neuves de toutes les personnes chaussant la même pointure qu'elles. Elles se font ainsi un revenu de plusieurs dollars par semaine, sans compter qu'elles n'ont jamais à acquitter la note de leur cordonnier.

Une autre femme—c'est une Anglaise—utilise son goût et ses aptitudes spéciales, en dressant les tables pour les grands dîners, soit dans les maisons particulières, soit dans les hôtels. Elle gagne, ainsi, de 2 à 4 shillings par heure.

On en cite qui n'ont d'autre métier que celui d'épousseter, dans les grandes maisons, les bibelots de valeur, que la main brutale d'une servante ordinaire risquerait de casser ou de détériorer.

Quelques unes enfin se chargent, moyennant une commission de dix pour cent, de l'achat de tous les objets nécessaires dans un ménage : les maîtresses de maison y trouvent, paraît-il, une économie et un avantage réels.

EN BALLON.

On sait qu'un ingénieur suédois, M. Andrée, a conçu l'audacieux projet de gagner le pôle Nord en ballon ; déjà, sa valise est bouclée et il n'attend plus, pour prendre son vol, que le retour de la belle saison.

Le ministre des affaires étrangères du royaume de Suède a notifié officiellement le prochain départ de M. Andrée aux gouvernements russe, danois, anglais et américain ; la lettre du ministre suédois prie les autorités civiles de ces divers Etats d'accorder aide et protection au téméraire explorateur. On fait tout, en Suède, pour faciliter la tâche que M. Andrée s'est imposée : la photographie de son ballon va être tirée à des milliers d'exemplaires pour être distribuée parmi les habitants de la Sibérie, de l'Alaska, du Canada, du Groënland et de l'Islande, c'est à-dire dans tous les pays où le vent pourrait jeter M. Andrée. Une notice, jointe à cette photographie, expliquera le but de l'expédition et rassurera les populations qui pourraient être tentées de s'effrayer, à la vue d'un véhicule si peu commun dans ces parages.

PETITE CAUSERIE.

En 1841, tandis que Victor Hugo parlait de son prédécesseur Népomucène Lemercier—un fier poète lorsqu'il écrit la *Panhypocrisiade* ! —on se montrait Mlle Mars, qu'il jetait si bien à la foule le fameux vers :

Vous êtes mon lion superbe et généreux !

L'autre jour, pendant que Jules Lemaître disait la noble existence de Duruy, on apercevait le visage virginalement narquois de cette Mlle Yahne, qui laissait tomber avec tant de finesse son :

—Tu sais que c'est mufle, ce que tu me dis-là ?

De dona Sol à Yoyo, quelles étapes !

Ainsi les auteurs dramatiques ajoutent aux réceptions académiques un grain de *parisine* qui a bien son prix, et nous ne croyons pas du tout que les plus graves s'en plaignent. Au contraire. La mémoire de l'ancien grand-maître de l'Université n'a rien perdu à être applaudie par ces petites mains.

Puis, après cette séance, on devait s'occuper des futures élections académiques. Le *pauvre Lélian* qu'on a enterré, l'autre jour, Paul Verlaine eût peut-être encore posé sa candidature. Il avait voulu unir les honneurs officiels à cette sorte de souveraineté littéraire qu'il exerçait sur la jeunesse du haut de sa mansarde ou du fond de son hôpital.

Et roulant roi de guinguettes en guinguette,
Du pauvre peuple il chanta les amours !

C'est d'Emile Debraux que parlait Béranger lorsqu'il écrivait ces vers. Paul Verlaine avait, voilà plus de vingt ans, chanté la *Bonne Chanson*, avant tant de poésies douloureuses. Qui croirait que ce qu'on louait et qui ? Leconte de Lisle !—dans ses vers d'autrefois, c'était le " le repos heureux de l'esprit " !

On retrouve cette lettre, signée de ce grand nom, qui dit en peu de mots toute la jeunesse de Verlaine, avant la guerre, avant le mariage, avant les épreuves, avant les *Confessions*—à l'heure où Sainte-Beuve disait à l'auteur des *Poèmes saturniens* : " Vous ne vous contentez pas de l'inspiration, cette chose fugitive. "

Saint-Ideuc-Paramé, 9 août, 1870.

Mon cher ami,

J'ai reçu la *Bonne Chanson* et je vous remercie bien cordialement de votre aimable souvenir. Vos vers sont charmants ; ils respirent le repos heureux de l'esprit et la plénitude tranquille du cœur. Recevez en mes meilleures félicitations.

Voici que la pauvre poésie est bien malade, et pour longtemps. Nous sommes ici dans une inquiétude effroyable des événements. Si la bataille qui doit se livrer à l'entrée des Vosges est perdue, les Prussiens seront à Paris dans huit jours. Tout le pays où nous sommes est consterné ; on ne rencontre sur les chemins que des gens qui pleurent à chaudes larmes. Quel désastre et quelle misère !

A bientôt, mon ami, si toutefois vous n'êtes pas envoyé à la frontière.

Tout à vous,

LECONTE DE LISLE.

Paul Verlaine ne fut pas "envoyé à la frontière"; mais on le revoit encore, durant les journées du siège, en costume de garde national. Il a beaucoup souffert et beaucoup chanté, depuis le jour où Leconte de Lisle lui disait : "La poésie est malade, et pour longtemps !" C'est pourtant la poésie qui devait consoler la France de ses désastres et tirer des chefs-d'œuvre de ses malheurs.

De tout temps, les poètes ont souffert. Alfred de Vigny ajouterait, avec Verlaine, une figure dolente à cette salle d'agonie où, tour à tour, sur Chatterton et sur Chénier, le docteur Noir donne ses consultations. Mais on sait un faiseur de vers, un des plus grands parmi les plus grands, qui a souffert plus que tous les autres, et de malheurs plus immérités. Celui là avait été, non seulement un admirable poète, égal aux prophètes bibliques (c'est Jules Lemaître qui le disait naguère) mais un admirable citoyen. Il avait fondé, il avait sauvé la République. Il était tombé du pouvoir pour rentrer dans le travail et la pauvreté. Après avoir subi l'amertume des ingratitudes humaines, il supportait, il essayait de secouer l'énorme fardeau d'une dette écrasante. Par son labeur seul, avec sa plume—en vendant ses vignes et son toit aussi—il avait en quelques années, remboursé à ses créanciers quatre millions sur cinq qu'il leur devait. Quatre millions gagnés à la fatigue de son cerveau, trouvés dans cette encre à laquelle il mêlait son sang !

Indiens cannibales.

Un chercheur d'or américain nommé John Martin, qui vient de rentrer à Deming (Nouveau-Mexique) après une année passée dans les placers de la Sonora, au Mexique, a raconté une terrible histoire de cannibalisme dont l'Etat de Sonora aurait été le théâtre.

D'après Martin, trois chercheurs d'or américains qui travaillaient à environ trois cents milles de Hermosilla ont été attirés dans une embuscade par cinq Indiens sadi, que la faim avait poussés aux dernières extrémités. Après avoir fusillé à bout portant les Américains, les Indiens ont fait rôtir leurs cadavres et les ont mangés.

Dénoncés par des Indiens Yaquis, les auteurs de cet horrible forfait ont été poursuivis par des gendarmes et capturés dans les montagnes après une chasse qui a duré plusieurs semaines.

On les a conduits à Guaymas, puis à Mexico, où ils doivent être exécutés.

Martin ajoute qu'on ne connaît pas au Mexique le nom des victimes, les Indiens sadi ayant eu le soin de détruire tout ce qui aurait pu révéler leur identité.

MARIE HENRIETTE.

Une correspondance particulière nous apprend que la reine des Belges, Marie Henriette, est gravement malade.

Fille de l'archiduc d'Autriche, le 22 août 1853 elle épousa le roi Léopold II. Elle est âgée d'environ soixante ans.

DE TOUT UN PEU.

Le vase monumental offert par l'empereur de Russie à la ville de Paris est définitivement installé à l'Hôtel de Ville, dans le salon des Cariatides, dont on a dû consolider le plancher.

Le bureau du Conseil municipal a décidé qu'il n'y aurait pas, comme il en avait été question d'abord, de cérémonie officielle d'inauguration.

A en juger par le détail des préparatifs auxquels elle donne lieu, la promenade légendaire du bœuf gras, ressuscitée cette année, à Paris, sera des plus réjouissantes. De nombreuses réunions ont été déjà tenues, en effet, et, d'autre part, la construction des accessoires a commencé au palais de l'Industrie.

C'est de cet endroit que partira le cortège, le dimanche 16 et le mardi 18 février, la promenade devant durer deux jours.

Le dimanche gras, le cortège se rendra à l'Elysée, par l'avenue Marigny ; puis à la Chambre des Députés, par le Faubourg Saint-Honoré, la place et le pont de la Concorde. Après une visite aux honorables, S. M. le bœuf gras parcourra le boulevard Saint-Germain, la rue de Rennes, les boulevards de Montparnasse et Saint Michel, les quais, la place de l'Hôtel-de-Ville, la rue des Halles, les Halles, la rue de Rivoli, l'avenue de l'Opéra, la rue de la Paix et encore la rue de Rivoli pour revenir à son point de départ.

Le mardi, la cavalcade suivra les Champs Elysées, la rue Royale, les grands boulevards jusqu'à la Bastille, la rue Saint-Antoine, la rue de Rivoli, les boulevards de Sébastopol et de Strasbourg, la rue Lafayette, le boulevard Haussmann et la rue Tronchet.

L'organisation du cortège a été confiée à M. Zidler et à la décoration des chars à MM. Jambon, Ménessier et Hallé.

Ces chars seront au nombre de quinze : chars de l'Agriculture du Commerce, de la Charcuterie, de la Bergerie, des Syndicats de l'alimentation, du prince Carnaval, de Bacchus, de la Charité, etc.

En tête viendra le char "rétrospectif," évocateur des fêtes antiques, sur lequel trônera un bœuf étique, à barbe et moustaches blanches, entouré de vieillards respectables. Autour d'eux se presseront des personnages vêtus de costumes du commencement du siècle.

Ce char sera immédiatement suivi par le char du Bœuf gras de 1896.

Le bruit circulait dernièrement à Berlin que l'Angleterre était absolument décidée à se mettre en possession de la baie de Delagoa, soit par un achat amiable, soit par la force. C'est en vue de cette éventualité que l'amirauté britannique aurait concentré sur ce point d'importantes forces navales.

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ces bruits soient du moins en partie exacts. Depuis longtemps les Anglais convoitent la baie de Delagoa qui constitue un des meilleurs ports de l'Océan Indien sur la côte orientale d'Afrique.

On dit à Londres que le projet d'acheter la baie de Delagoa n'est pas chimérique ; un syndicat se serait déjà formé dans ce but ; il serait composé de certains financiers bien connus et ceux-ci seraient déjà entrés en communication avec M. Chamberlain. Le prix demandé par le Portugal serait de 600 millions de francs.

Il est à peu près certain que l'Allemagne s'opposera à l'exécution de ce projet.

Le roi Oscar, qui travaille actuellement à la rédaction de ses Mémoires, a l'intention de se rendre à Christiana dans le courant de février, pour y faire un séjour de plusieurs semaines.

Le roi projette également d'entreprendre, vers la fin de mai, un long voyage à l'étranger et de visiter en cette occasion plusieurs cours étrangères.

Une famille de savants :

A propos de la récente élection à l'Académie des Sciences de M. Marcel Bertrand, on a fait remarquer que ce sera le huitième membre de la même famille qui va siéger sous la coupole de l'Institut.

En effet, M. Alexandre Bertrand, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, est le frère aîné de M. Joseph Bertrand, de l'Académie des Sciences; le beau-frère de M. Hermitte, le beau père de M. Appell, l'oncle de M. Picard et de M. Marcel Bertrand, le dernier élu, et le cousin de M. Van-Tieghem, tous les cinq de l'Académie des Sciences. Il est également le cousin de M.Énot, de l'Académie des Beaux-Arts.

On parle devant Calino des chances qu'on a d'échapper aux collisions de trains en prenant place dans les wagons du milieu.

—Malheureusement, fait Calino, ils sont en trop petit nombre. On devrait en mettre un peu moins en queue et en tête et un peu plus au milieu.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

Le général Marin en campagne.

Presse Associée.

New York, 1er février— Une dépêche spéciale de la Havane au *World* dit que le général Marin est revenu avec toutes ses forces de San Antonio à Quivican et à San Felipe, sur la ligne stratégique entre la Havane et Batabano.

Une bande de rebelles a coupé les lignes de chemin de fer et télégraphique entre Buena Ventura et la Havane.

Il est également rapporté, quoique la nouvelle ne soit pas confirmée officiellement, que Gomez a commis ces déprédations avec toutes ses forces. Si c'est la vérité, on prétend qu'il s'est alarmé de la manœuvre soudaine du général Marin et qu'il a renoncé à opérer sa jonction avec Maceo.

Le général Marin est parti de la Havane avec des forces imposantes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, pour la province de Pinar del Rio, où se trouvent Gomez et Maceo.

Il a campé à San Antonio, une jolie petite ville située sur le chemin de fer, à mi-chemin entre Rincon et Guanajay.

Quand le général Marin a quitté la Havane, on pensait que son intention était de se rendre directement à Guanajay, mais il paraît qu'il a changé d'idée en apprenant que les communications télégraphiques étaient interrompues entre Guanajay et Alquizar.

Les Italiens en Abyssinie.

Opposition au Plan de Crispi.

Presse Associée.

New York, 1er février—Signor Crispi persiste dans son projet de faire attaquer les forces du roi d'Abyssinie, Menelik, par l'armée du général Baratieri, au moment où Menelik marche dans un pays des plus défavorables aux opérations des Italiens, dit une dépêche de Rome au *Herald*.

Cette résolution du premier ministre a soulevé une formidable opposition parmi les modérés et les radicaux.

Ils dénoncent la campagne entreprise comme extravagante et inexécutable, et demandent la convocation sans délai des chambres pour s'occuper de la situation

Le Baptême du Prince Boris.

Presse Associée.

New York, 1er février—Dépêche spéciale de St-Pétersbourg au *Herald* :

Le *Sret*, un organe slavophile, annonce dans un article de fond que le baptême orthodoxe du prince Boris de Bulgarie dans la religion grecque est assuré. Il ne sera pas le fils spirituel du Pape mais de la Russie.

Ce baptême sera un grand succès pour la politique russe et un évènement solennel dans l'histoire de l'Eglise orthodoxe.

BARBARIE DES ESPAGNOLS.

Représailles des Cubains.

Maceo s'empare de 3,304 Fourgons.

Presse Associée.

Tampa, Floride, 1er février—Un avocat éminent de Matanzas écrit à ses amis de Tampa que de nombreuses familles importantes de Cuba quittent l'île pour le Mexique, l'Amérique du Sud ou l'Amérique du Nord.

La compagnie de l'United Railway a remercié deux cent-quatre-vingts employés à la Havane.

En traversant San Jose de las Lajas, Gomez y a laissé six malades. Une première colonne espagnole ne leur a fait aucun mal, mais une seconde colonne les a tués tous les six ; l'un d'eux a été pourchassé dans les rues avant d'être mis à mort.

Informé de cet acte de barbarie, Quintin Bandera a ordonné aux femmes et aux enfants de partir et a brûlé la ville.

Maceo, dit la lettre, s'est emparé de 3304 fourgons contenant des provisions, des armes et des munitions, près de Pinar del Rio

Les Cubains de Matanzas se sont réunis en nombre immense hier soir pour déplorer le naufrage du Hawkins et réunir les fonds nécessaires pour permettre à la junte d'acheter un autre vapeur.

Au Mexique.

La Population de la République.

Presse Associée.

Mexico, 1er février—Le recensement qui vient d'être terminé, indique une population de 12,542,857 âmes dans le Mexique.

La ville de Mexico à 339,935 habitants ; Guadalajara, 83,870 ; Puebla, 91,917 ; San Luis de Potosi, 69,676 ; Pachuca, 52,189 ; Monterey, 56,835 ; Merida, 36,702 ; Zacatecas, 40,026 ; Durango, 42,166.

Les autorités postales se proposent d'employer des femmes dans le service.

La fièvre typhoïde a fait son apparition à Puebla, où plusieurs cas ont été mortels. Il n'y a pas eu de décès parmi les étrangers.

Les lignes télégraphiques fédérales ont été complétées aujourd'hui par la mise en opération de la nouvelle ligne de Tehuantepec à Acapulco.

Tous les points importants de la république sont maintenant compris dans le réseau fédéral, et on peut entrer en communication avec les grandes villes par cinq ou six voies différentes.

Le fonctionnement des lignes télégraphiques fédérales est absolument tenu en dehors de la politique, et les règlements du service civil sont rigoureusement appliqués à la direction.

Les Brésiliens occupent le territoire contesté sur la frontière de la Guyane Française.

Presse Associée.

Paris, 1er février—La *Politique Coloniale* annonce aujourd'hui que les Brésiliens ont occupé le territoire contesté sur la frontière de la Guyane Française.

Réunion de Cabinet à Madrid.

Presse Associée.

New York, 1er février—Dépêche spéciale de la Havane au *World*—Une dépêche de Madrid annonce que le ministre des affaires étrangères d'Espagne, Senor Eldugan, et le représentant des Etats-Unis, M. Taylor, ont eu une conférence au sujet du rapport présenté par la commission des affaires étrangères du Sénat américain sur les droits de belligérante des Cubains.

Après cette conférence, Senor Eldugan s'est présenté chez le premier ministre Canovas et une longue consultation a suivi.

Les deux hommes d'Etat gardent un silence absolu sur la question, mais il est établi que le gouvernement est satisfait de la solution.

Une autre dépêche de Madrid annonce qu'un conseil de cabinet a été tenu sous la présidence de la reine régente, et que le rapport de la commission des affaires étrangères du sénat américain a été l'objet principal de la discussion.

Le premier ministre Canovas n'attache aucune importance à ce rapport, dit-on, et il déclare que la commission a simplement exprimé l'opinion de ses membres.

Les Accusations de Lord Dunraven et le Rapport de la Commission d'Enquête.

Commentaires de Journaux Anglais.

Presse Associée.

Londres, 1er février—Le *Pall Mall Gazette* et le *Globe* commentent seuls le rapport de la commission du New York Yacht Club, chargée de l'enquête sur les accusations portées par lord Dunraven contre les propriétaires du Defender.

Le *Globe* intitule ainsi un article quelque peu sarcastique : Lord Dunraven justifié. Et il ajoute : Le comité aurait mieux fait de carrément refuser de poursuivre une enquête que son action rend de nulle valeur.

Au sujet des témoignages, le même journal fait la remarque suivante :

Il est vraiment malheureux que tant de plomb ait été enlevé du Defender et du Hattie Palmer, et remis en place ensuite, juste au moment où lord Dunraven estimait trouver une différence dans la ligne de flottaison.

La nécessité dans laquelle s'est trouvé Herreshoff de retirer sa précieuse assistance à la commission, quand il a été informé qu'il serait soumis à un contre-interrogatoire le lundi suivant, est profondément regrettable et doit lui avoir causé beaucoup de peine.

Ceux qui doivent être blâmés pour cette affaire sont réellement les membres de la commission primitive, qui paraissent avoir formé une assemblée aussi incompétente qu'on puisse trouver.

A moins qu'ils ne se montrent en mesure d'apporter une parcelle de bon sens pour préparer une lutte internationale, nous croyons fermement qu'aucun yatchman anglais ne leur portera de nouveau un défi.

Le *Globe* termine ainsi : Nous ne pouvons voir que la position de Lord Dunraven comme sportsman soit attaquée.

Le *Pall Mall Gazette* fait les réflexions suivantes : Nous espérons que l'incident mettra fin aux courses de yatchs internationales entre l'Angleterre et l'Amérique.

Il y a eu en ces temps derniers tant de mauvais sentiments d'exprimés que la continuation en serait à regretter. On nous dit que Yale a l'intention de courir à Henley. Tous les intéressés feront de leur mieux pour éviter des désagréments à propos de cette visite, et il est possible alors qu'un autre défi soit porté pour la coupe américaine.

La "Gazette de St James" a cependant un excellent article intitulé : une occasion d'excuses, et ajoute : le rapport établit clairement tout d'abord qu'une grave accusation a été portée par lord Dunraven sur les plus faibles preuves possibles, ensuite que le New York Yacht Club a donné au lord une très sévère leçon de bonnes manières.

Lord Dunraven a porté une accusation de fraude basse et vile. Cette accusation n'a pas été portée contre M. Iselin personnellement, mais contre un groupe de personnes que Dunraven ne semble pas devoir rencontrer dans un dîner. Cette circonstance ne la rend pas plus décente.

Il semble qu'il y ait dans cette affaire un désir de combiner l'avantage de discréditer un adversaire avec la commodité d'éviter socialement une querelle désagréable.

A l'appui de son accusation, lord Dunraven n'a produit que des impressions ressenties et des suppositions. Si une accusation de fraude dans une course était portée devant le Jockey Club, et trouvée n'avoir pas de meilleure base, nous doutons fort que le club se contente d'employer le mot "erreur".

La *Gazette de St James* conclut ainsi : Lord Dunraven se doit, comme gentilhomme, de faire des excuses à ceux qu'il a accusé sans justification. Le New York Yacht Club a agi avec courtoisie et avec sang-froid, malgré une très grave provocation, et lord Dunraven doit faire amende honorable au club et au sportsmen américains en général.

La Marine Allemande.

Les Projets de Guillaume.

Presse Associée.

Berlin, 1er février—Un haut fonctionnaire du service colonial informe un représentant de la Presse Associée que l'empereur Guillaume est fermement résolu à mettre à exécution son projet de doubler l'effectif de la marine.

Le fonctionnaire en question a causé plusieurs fois avec l'empereur sur ce sujet pendant les trois dernières semaines, et il affirme que le plan de réorganisation de la marine sera établi au cours de l'été prochain.

Le programme actuel de renforcement progressif de la marine restera en vigueur pendant les trois prochaines années ; mais, en attendant, le plan nouveau sera adopté.

Les mesures préliminaires seront prises et les moyens de l'exécuter seront assurés.

Sa Majesté est convaincue que cette mesure est absolument nécessaire pour maintenir l'Allemagne dans sa position de grande puissance et, principalement, comme puissance coloniale nouvelle. De sorte que l'empereur emploiera toute son énergie dans ce but.

Quelque chose doit cependant être fait immédiatement, et si le Reichstag refuse d'accorder de fortes sommes pour la construction et l'armement d'une flotte de croiseurs rapides, il sera fait appel à la nation, et il sera tenté d'obtenir la somme suffisante par souscription populaire.

Une vingtaine de nobles et de négociants allemands ont déjà déclaré qu'ils sont prêts à verser trois millions de marks pour former le noyau du fond de la marine.

Parmi eux on cite le duc John Albrecht de Mecklembourg, le duc de Saxe-Meiningen, le prince Frédéric-Léopold de Prusse, les barons Bleichroder, Stumm et Krupp, et un certain nombre de négociants exportateurs de Hambourg et de Brême.

Il est de plus établi que le prince de Bismarck a exprimé à l'empereur la conviction que la création d'une marine puissante est nécessaire.

Le fait que le chancelier de Hohenlohe et d'autres membres du cabinet n'ont pas partagé ces vues, ont engagé, dit-on, Sa Majesté à s'occuper de changements dans le ministère.

L'intention de Guillaume n'est cependant pas de hâter ces changements, mais d'attendre l'occasion favorable.

Le successeur du prince de Hohenlohe serait, dit on, dans les cercles de la cour, le comte Philippe Von Eulemberg, l'ambassadeur actuel d'Allemagne en Autriche, qui, aussi bien que son frère, est un des grands favoris de l'empereur.

L'impôt sur les sucres en Allemagne.

Presse Associée

Berlin, 1er février—Le conseil fédéral a adopté la loi d'impôt sur les sucres telle qu'elle a été amendée.

NOUVELLES AMERICAINES.

Mort de Mme Carleton.

Presse Associée.

New-York, 1er février—Mme Célesta E. Carleton, mère du poète Will. Carleton, est morte. Elle était née à Castle, Etat de New York, le cinq septembre 1815. En 1833, elle épousait un jeune homme de la Nouvelle-Angleterre, John Carleton, et ils partirent à l'Ouest pour chercher fortune. C'est dans les plaines sauvages du Michigan qu'ils établirent leur foyer, et le mari y mourut en 1872.

Le St-Paul.

Presse Associée.

New York, 1er février—La position du vapeur St-Paul n'est pas changée : les efforts tenté la nuit dernière pour le remettre à flot n'ayant donné aucun résultat.

Le vent souffle ce matin du nord-est, et la mer est un peu agitée. Des préparatifs sont faits pour une nouvelle tentative à la marée haute, et on espère que quelques progrès seront réalisés dans le travail de remise à flot du navire.

Un cousin du président du Transvaal.

Presse Associée.

Phœnixville, Pennsylvanie, 1er février—A. Kruger, un bijoutier de Phœnixville, cousin de Paul Kruger, président de la république du Transvaal, a formellement déclaré aujourd'hui à un représentant de la Presse Associée que Paul Kruger ou ses parents n'ont jamais habité l'Amérique.

Les parents du président du Transvaal, a-t-il dit, sont nés et ont passé leur vie à quelques milles de La Haye, en Hollande, et n'ont jamais quitté leur pays natal. Leur fils a quitté la Hollande il y a environ cinquante ans, quand il était tout jeune, et s'est rendu directement dans l'Afrique du sud où il a vécu depuis.

A. Kruger, qui a donné ces renseignements, correspond régulièrement avec son cousin. La dernière lettre qu'il a reçue de son cousin était datée du mois de décembre dernier. Elle avait été écrite par le secrétaire particulier et signée par le président. Il n'y était aucunement fait mention de l'invasion imminente.

De Retour à